



Fiches

Thématiques



Environnement international

A la suite du ralentissement de l'activité mondiale au cours de 1995, des écarts de conjoncture se sont creusés entre l'Europe et les autres pays industrialisés au début de 1996. La croissance mondiale s'est raffermie dans un premier temps, grâce au redémarrage de l'activité aux États-Unis et au rebond économique du Japon. La conjoncture européenne ne s'est améliorée qu'à partir de l'été et ce mouvement devrait se poursuivre au premier semestre de 1997. Avec une croissance mondiale qui serait d'environ 3,6% en 1996, le commerce international progresserait en volume de 5,6%, en accélération tout au long de l'année.

L'économie américaine en croissance modérée

Après avoir augmenté de 2% en 1995, le PIB américain aurait accéléré légèrement à 2,4% en 1996. La consommation privée s'est montrée vigoureuse, soutenue par le niveau de confiance élevé des ménages, la baisse du taux de chômage (de 5,8% en janvier à 5,4% en novembre), le dynamisme des créations d'emplois (plus de 200 000 en moyenne par mois en 1996) et l'accélération des salaires. L'investissement total a également soutenu l'activité en accélérant en cours d'année : les mises en chantier de logements neufs ont été dynamiques et la remontée du taux d'utilisation des capacités de production a stimulé l'investissement productif. Bien que témoignant d'un léger tassement à l'été, les dernières enquêtes de conjoncture de la NAPM révélaient, au cours de l'automne, une tendance de l'activité encore bien orientée. Subissant le raffermissement du taux de change effectif réel du dollar, les exportations ont ralenti en 1996, alors que les importations ont accéléré en réponse à la vigueur de la demande intérieure. Le déficit commercial s'est aggravé sensiblement dans la première partie de l'année. Les prix à la consommation sont restés sur un rythme modéré même s'ils ont un peu accéléré (3% en glissement annuel en octobre contre 2,7% en janvier). Au premier semestre de 1997, le PIB continuerait à croître à un rythme équivalent à celui observé à la fin de 1996. La demande intérieure perdrait de son dynamisme : la consommation privée ralentirait en raison d'un endettement croissant des ménages, l'inflexion observée au troisième trimestre de 1996 de l'investissement résidentiel s'amplifierait et l'investissement productif fléchirait également. Toutefois, le commerce extérieur soutiendrait à nouveau la croissance, les exportations bénéficiant du dynamisme accru des marchés clients alors que les importations ralentiraient.

Une reprise encore fragile au Japon

Après la nette amélioration de la conjoncture japonaise à la fin de l'année 1995, le PIB augmenterait de 4,1% en 1996. Les dépenses publiques et l'investissement privé en construction ont fortement soutenu l'activité au cours du premier semestre. Malgré la faible progression du revenu disponible et le haut niveau, pour ce pays, du taux de chômage (3,4% en octobre), la consommation privée s'est montrée dynamique au premier semestre. En dépit de la dépréciation en termes effectifs réels du yen depuis la mi-1995, les exportations stagnent alors que les importations conservent encore un rythme de progression vigoureux. Les plans de relance de l'économie arrivant à leur terme, la consommation publique devrait ralentir sensiblement au premier semestre de 1997, ainsi que l'investissement total. Une incertitude subsiste sur la demande privée. La consommation des ménages, après avoir stagné au second semestre de 1996, devrait cependant accélérer en raison du dynamisme des revenus. L'investissement en équipement des entreprises serait toujours soutenu par le haut niveau du taux d'utilisation des capacités productives et la faiblesse des taux d'intérêt réels. Les exportations accéléreraient, mais la contribution de l'extérieur à la croissance demeurerait négative, les importations progressant toujours vivement. Au total, la croissance du PIB serait modérée au premier semestre de 1997.

Des économies en développement dynamiques

Les économies en développement progresseraient à un rythme soutenu en 1996, la croissance du PIB en volume de cette zone fortement hétérogène étant estimée à près de 7%. Le Mexique et l'Argentine ainsi que la plupart des pays africains enregistraient une croissance en nette accélération. Les pays en développement d'Asie, avec une croissance moyenne d'un peu plus de 7%, ralentiraient légèrement, en raison de politiques économiques plus restrictives.

L'Europe sur la voie du raffermissement de la croissance

En moyenne annuelle, le PIB de l'Union européenne aurait nettement ralenti en 1996 (+1,6% après +2,6% en 1995). Toutefois, le climat conjoncturel européen,

PIB DES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISÉS

(Évolution en %)

1995	1996	1997		Moyennes semestrielles (taux annualisés)		
				1996		1997
				1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.
			ÉTATS-UNIS (36,8 %)			
2,0	2,4	2,5	PIB (en \$ constants)	2,2	3,0	2,3
2,3	2,4	2,1	Consommation privée (68 %)	2,8	1,8	2,3
5,2	5,8	4,0	FBCF totale (18 %)	7,5	5,6	3,2
2,4	2,7	2,4	Demande intérieure hors stocks (101 %)	3,3	2,5	2,3
			Contribution :			
-0,4	-0,2	0,2	Variations de stocks	-0,6	1,1	-0,1
0,0	-0,2	-0,1	Solde extérieur	-0,5	-0,7	0,0
2,4	2,8	2,4	Demande intérieure hors stocks	3,4	2,5	2,3
			JAPON (14,4 %)			
0,8	4,1	2,0	PIB (en Yen 85)	6,4	0,7	2,5
1,6	3,1	1,7	Consommation privée (59 %)	4,2	0,3	2,2
0,6	11,1	3,1	FBCF totale (29 %)	16,1	4,8	2,9
1,3	5,5	2,0	Demande intérieure hors stocks (98 %)	7,8	1,8	2,2
			Contribution :			
0,2	0,1	0,0	Variations de stocks	0,1	-0,8	0,2
-0,7	-1,2	-0,3	Solde extérieur	-1,4	-0,4	0,2
1,3	5,3	2,0	Demande intérieure hors stocks	7,7	1,8	2,2
			ALLEMAGNE (8,4 %)*			
1,9	1,5	2,2	PIB (en DM 91)	0,5	3,5	1,4
1,8	1,5	1,4	Consommation privée (57 %)	1,6	1,2	1,2
1,6	-0,7	1,7	FBCF totale (23 %)	-5,7	9,6	4,3
1,8	1,0	1,3	Demande intérieure hors stocks (99 %)	0,1	3,4	1,7
			Contribution :			
0,3	-0,3	0,2	Variations de stocks	0,2	-1,7	-0,6
-0,2	0,5	0,7	Solde extérieur	0,2	1,8	0,3
1,8	1,3	1,3	Demande intérieure hors stocks	0,1	3,4	1,7
			ROYAUME-UNI (6,1 %)			
2,4	2,1	3,2	PIB (en £ 90)	2,0	2,8	3,4
2,0	2,9	3,8	Consommation privée (62 %)	3,1	3,9	3,8
1,0	1,5	4,3	FBCF totale (17 %)	5,7	-0,4	6,0
1,4	2,3	3,2	Demande intérieure hors stocks (100 %)	4,5	2,4	3,8
			Contribution :			
0,1	-0,1	0,1	Variations de stocks	-2,3	0,0	-0,0
0,9	-0,1	-0,2	Solde extérieur	-0,2	0,4	-0,3
1,5	2,3	3,2	Demande intérieure hors stocks	4,5	2,4	3,8
			ITALIE (6,1 %)			
3,0	0,9	1,3	PIB (en Lires 85)	0,5	0,9	1,2
1,7	0,6	0,9	Consommation privée (61%)	0,2	0,7	0,8
5,9	2,3	2,4	FBCF totale (17 %)	0,8	2,3	2,1
2,0	0,7	1,0	Demande intérieure hors stocks (96 %)	0,2	0,9	0,9
			Contribution :			
0,3	-0,5	-0,1	Variations de stocks	-0,7	-0,9	0,3
0,7	0,5	0,4	Solde extérieur	1,1	0,9	0,1
1,9	0,7	1,0	Demande intérieure hors stocks	0,2	0,9	0,8
			FRANCE (6,5 %)			
2,2	1,3		PIB (en F 80)	0,0	1,6	1,9
1,8	2,4		Consommation privée (59 %)	1,3	3,9	0,5
2,5	-0,4		FBCF totale (20 %)	0,5	-2,3	2,5
1,8	1,7		Demande intérieure hors stocks (98%)	1,1	2,1	1,2
			Contribution :			
0,2	-0,7		Variations de stocks	-0,2	-1,6	-2,2
0,2	0,4		Solde extérieur	-0,9	1,1	0,1
1,8	1,6		Demande intérieure hors stocks	1,1	2,1	4,0

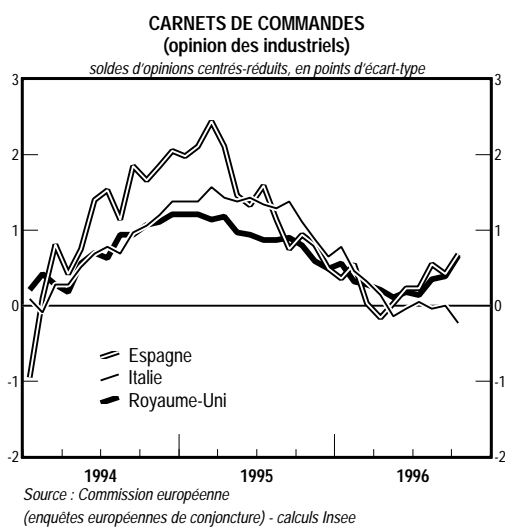
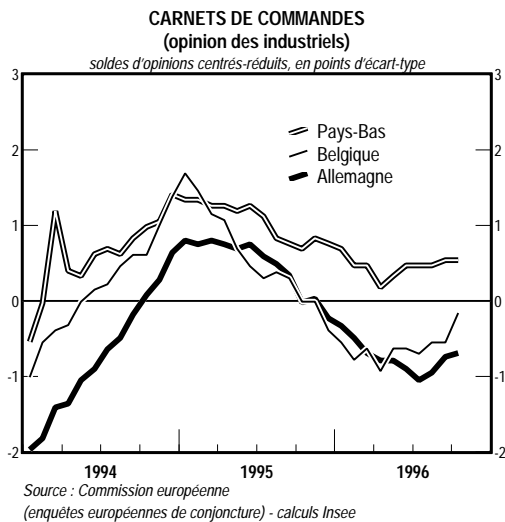
■ Prévisions Insee pour la France, Direction de la Prévision pour les autres pays.

Le pourcentage indiqué après chaque pays représente son poids dans l'OCDE en 1990 (prix et parités de pouvoir d'achat de 1990).

Le pourcentage indiqué après chaque agrégat représente son poids dans le PIB, en volume, en 1994.

*Les données pour l'Allemagne sont corrigées des jours ouvrables.

Sources : Comptabilité Nationale.



encore morose en début d'année, s'est retourné à partir de l'été, comme en témoignent les enquêtes de conjoncture dans l'industrie. La demande des ménages a soutenu l'activité tout au long de l'année. L'achèvement de la phase de déstockage a contribué à relancer les échanges extérieurs intra-européens au second semestre. A l'horizon du premier semestre de 1997, la reprise des échanges interindustriels et, dans une moindre mesure, de l'investissement, devrait entraîner une accélération sensible de la croissance.

En *Allemagne*, après un premier trimestre difficile marqué par la chute, essentiellement pour des raisons climatiques, de l'investissement en construction, la situation conjoncturelle s'est éclaircie. Le climat des affaires des enquêtes de conjoncture de l'IFO dans l'industrie manufacturière s'est nettement amélioré depuis le mois de juillet et les industriels anticipent aujourd'hui une progression sensible de leur activité. La consommation privée, malgré la dégradation de la confiance des ménages et la situation détériorée du marché du travail, a été soutenue en 1996 par les allègements fiscaux intervenus en début d'année. L'investissement en construction est resté jusqu'à présent peu dynamique. L'investissement productif des entreprises se serait toutefois raffermi en cours d'an-

née ; selon l'enquête de conjoncture de l'IFO d'octobre, l'investissement total dans l'industrie augmenterait en 1996 de 5% en valeur. Les exportations, bénéficiant de la baisse du taux de change effectif réel du deuschemark et de la modération des coûts salariaux unitaires, ont été dynamiques, en réponse notamment à la conjoncture favorable des pays d'Europe centrale et orientale (10% des exportations allemandes) et du redémarrage de l'activité dans l'Union européenne. Au premier semestre de 1997, la progression de l'activité se poursuivrait en dépit d'une politique budgétaire plus restrictive. Les exportations demeureraient dynamiques, profitant en particulier d'une conjoncture favorable dans les pays de l'Europe centrale et orientale. La consommation, affectée par la montée du chômage et la baisse des prestations sociales, ne croîtrait que de façon modérée. Il en est de même pour l'investissement : les projets des industriels à la fin de 1996 restaient prudents à cet égard.

Le *Royaume-Uni* demeure l'une des économies les plus dynamiques d'Europe. La croissance du PIB a légèrement ralenti en 1995 et au premier semestre de 1996 mais a accéléré par la suite. En 1996, le PIB augmenterait ainsi de 2,1%. Soutenue par la situation favorable de l'emploi et la baisse continue du chômage, la consommation privée est demeurée très dynamique. Si l'investissement en équipement n'a progressé qu'à un rythme modéré, le profil dynamique des mises en chantier et des entrées de commandes semble révéler une accélération de l'investissement au second semestre. Face au risque de tensions inflationnistes (les cibles officielles d'inflation sont de 2,5%) un relèvement des taux directeurs a été décidé en octobre. Le taux de change effectif réel augmentant sensiblement depuis 1995, les exportations ont ralenti en cours d'année tout en restant soutenues alors que les importations accéléreraient en réponse au dynamisme de la demande intérieure. Les perspectives à l'horizon du premier semestre de 1997 sont favorables, toutes les composantes de la demande intérieure étant bien orientées. En outre, la contribution des stocks à la croissance redeviendrait positive.

En *Italie*, le ralentissement de l'activité en 1996 a été plus marqué et prolongé que dans les autres pays européens. Le PIB ne croîtrait que de 0,9% en 1996 après 3% en 1995. Les incertitudes politiques, importantes en début d'année et la perspective du durcissement de la politique budgétaire ont freiné la consommation privée. Après une progression sensible en 1995, l'investissement total aurait ralenti en 1996. Subissant l'appréciation en termes effectifs réels de la lire depuis le printemps 1995, les exportations ont fléchi ; toutefois, en raison d'un ralentissement encore plus net des importations, l'extérieur a encore contribué positivement à la croissance du PIB. Les dernières enquêtes de conjoncture dans l'industrie marquent une amélioration. Mieux orientées qu'au début de l'été, les perspectives d'activité restent néanmoins très modestes. En l'absence de toute tension sur l'appareil productif, l'investissement serait peu dynamique en 1997. Le manque de confiance des ménages et la consolidation fiscale désormais bien engagée devraient être défavorables à la consommation privée. Seul le

DEMANDE MONDIALE ADRESSÉE A LA FRANCE (PRODUITS MANUFACTURÉS)

(En volume, évolution en %)

1994	1995	1996	La part de marché représentée par chaque zone en 1985 est indiquée entre parenthèses	Moyennes semestrielles (taux annualisés)				
				1995		1996		1997
				1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.
11,2	7,4	3,8	9 pays OCDE (62 %) *	3,3	8,3	1,1	4,5	7,0
10,2	6,3	2,9	dont : UE (51 %) **	1,0	9,6	-0,5	3,5	7,1
5,1	11,7	6,9	Hors OCDE (27 %)	16,7	5,9	7,0	7,4	7,5
9,5	8,5	4,6	Totale (100 %)	6,3	7,7	2,8	5,4	7,0

■ Préviation

* (Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Belgique, Pays-Bas, Etats-Unis, Japon, Canada, Espagne)

** (Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Belgique, Pays-Bas, Espagne).

Source : Direction de la Préviation.

redémarrage des exportations, profitant de l'amélioration de la conjoncture des partenaires européens de l'Italie, soutiendrait l'activité.

La croissance de l'Espagne serait de 2,6% en 1996 après 2,8% en 1995. Le dynamisme des salaires réels, l'importance des créations d'emplois et la baisse de l'endettement des ménages ont soutenu la consommation privée. L'investissement a moins progressé que l'an passé, les tensions sur l'appareil productif étant sensiblement plus faibles. Mais la contribution des stocks à la croissance serait restée positive. De plus, la politique monétaire a été relativement accommodante, la réduction des tensions inflationnistes autorisant une baisse des taux directeurs. Les perspectives pour le premier semestre de 1997 sont à l'heure actuelle favorables. La consommation des ménages demeurerait bien orientée. La progression du taux d'utilisation des

capacités productives rendrait un certain dynamisme à l'investissement productif. Enfin, les exportations continueraient à progresser à un rythme soutenu.

La demande mondiale accélère

La demande mondiale de produits manufacturés adressée à la France progresserait de 4,7% en moyenne annuelle en 1996, ce qui représente une sensible révision à la baisse par rapport aux dernières prévisions et traduit le ralentissement en Europe au premier semestre. Le second semestre serait plus favorable et la demande adressée à la France devrait encore accélérer au premier semestre de 1997, sous l'effet de l'amélioration conjoncturelle en cours en Europe, mais aussi d'une demande dynamique de la zone hors OCDE. ■

Pétrole et matières premières

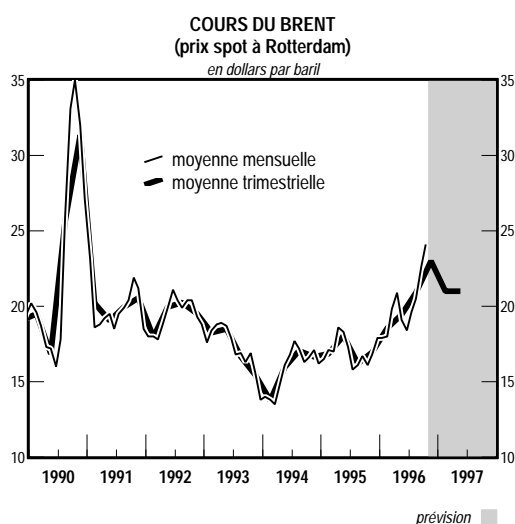
Les cours mondiaux du pétrole ont fortement augmenté depuis l'été 1996. La disparition progressive des facteurs de tension devrait permettre une certaine détente des cours. Ceux-ci ont atteint le seuil de 24 \$ par baril et s'infléchissent au cours du quatrième trimestre, pour s'établir à 21 \$ par baril⁽¹⁾ au premier semestre de 1997.

Pétrole : des cours encore élevés au quatrième trimestre...

Depuis le début de l'été, les cours du pétrole se sont redressés pour culminer à 24,1 \$ par baril en octobre 1996. Le regain de tension au Moyen-Orient (riposte américaine à l'invasion du Kurdistan par l'Irak et report consécutif des ventes de pétrole irakien) ainsi que le blocage du processus de paix au Proche-Orient ont contribué à cette nouvelle hausse. La forte demande de fuel de chauffage liée à l'approche de l'hiver conjuguée à la faiblesse des stocks mondiaux a entretenu les tensions sur les prix énergétiques. La structure des prix relevée depuis 1995 sur les marchés internationaux du pétrole - contrats à échéance éloignée moins chers que ceux à échéance proche - a en effet limité les possibilités de reconstitution des stocks.

... mais qui se détendraient au premier semestre de 1997

La disparition progressive des facteurs de tension permettrait une détente des cours internationaux en fin d'année 1996. Au premier semestre de 1997, ils devraient continuer de baisser, mais de façon limitée, des incertitudes subsistant sur la façon dont l'offre pourrait évoluer au cours de la période (21 \$ par baril en moyenne au premier semestre de 1997, comparable aux cours du troisième trimestre de 1996). Ces cours reste-



ront par ailleurs sensibles à l'apparition éventuelle de conditions climatiques défavorables compte tenu du faible niveau des stocks.

La demande pétrolière des pays membres de l'OCDE devrait évoluer encore faiblement (+1,4%) avec le redémarrage progressif de l'activité en Europe et la stabilisation de l'activité en Amérique du Nord. Cependant la demande resterait vive en 1997 dans les pays hors OCDE (+4,2% en moyenne annuelle) et plus particulièrement dans la zone asiatique (+7%).

L'offre pétrolière évoluerait à un rythme proche de celui de la demande. Toutefois l'équilibre entre offre et demande serait fragile. L'offre pétrolière des pays hors OPEP pourrait croître de 4,1%, selon l'Agence Internationale de l'Énergie. La production pétrolière dans les pays de la Communauté des États Indépendants augmenterait légèrement, et ce, pour la première fois depuis

PRIX DU PÉTROLE

	Niveaux trimestriels								Niveaux annuels		
	1995		1996				1997		1994	1995	1996
	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
Dollar en francs	4,95	4,93	5,04	5,17	5,10	5,10	5,10	5,10	5,55	4,99	5,10
PÉTROLE											
Baril de "BRENT DATÉ" en dollars	16,2	16,9	18,6	19,5	20,9	23	21	21	15,8	17	20,5
Tonne importée en francs	594	617	694	754	771	868	793	793	645	635	772

■ Prévission.

le début de la décennie. Dans ces conditions, pour satisfaire la demande mondiale, l'OPEP devrait produire 25,3 mb/j de pétrole brut, soit un niveau supérieur à son quota de production (25,03 mb/j), mais niveau déjà atteint au cours des derniers mois. Toutefois, les pays membres de l'OPEP ont décidé de maintenir leur quota de production lors de leur réunion de novembre. Certains pays, tels que le Koweït et les Émirats Arabes Unis, s'opposent en effet au relèvement des niveaux de production officiels.

Le retour de l'Irak sur les marchés internationaux pourrait avoir lieu au cours du premier semestre de 1997 suite à l'aboutissement des négociations entre l'Irak et l'ONU. La reprise des exportations devrait favoriser la détente des cours du pétrole ; toutefois les cours pourraient rester fermes jusqu'à la fin de l'hiver.

Hausse légère des prix des matières premières

Après être restés relativement stables en 1995, les cours des matières premières⁽²⁾ importées par la France ont décliné tout au long de 1996. Le glissement annuel serait à la fin de l'année de -12% en devises, soit -9% en francs compte tenu de l'appréciation du dollar. Cette chute continue des cours s'explique par la relative faiblesse de la demande mondiale et une offre assez abondante. Elle a plus particulièrement affecté les matières organiques comme le coton et le caoutchouc, le café Robusta, les métaux précieux ainsi que certains métaux non ferreux dont principalement le cuivre et l'aluminium.

Au cours du premier semestre 1997, les cours des matières premières devraient se raffermir progressivement. Vraisemblablement peu dynamiques en début d'année en raison de bonnes récoltes, les prix des matières alimentaires augmenteraient à partir du deuxième trimestre. Les matières premières industrielles se redresseraient, quant à elles, dès le premier trimestre, entraînées par une hausse des matières organiques comme la pâte à papier et une légère reprise des matières minérales soutenue par des perspectives de demande meilleures.

Les prix des matières premières alimentaires ont fortement augmenté au début de 1996 sous l'effet de la flambée des cours des céréales au printemps. Par la suite, les cours du blé, du maïs et du soja ont brusquement chuté avec l'annonce de prévisions de récoltes record. Cette baisse des cours se prolongerait jusqu'au premier trimestre de 1997. Au deuxième trimestre, les matières premières alimentaires remonteraient légère-

ment, en raison d'anticipations à la hausse sur les denrées tropicales. En effet, la spéculation est, à cette période de l'année, particulièrement active en raison des aléas climatiques pouvant affecter les futures récoltes. C'est notamment le cas sur le marché du café depuis 1994, année où des gelées avaient gravement endommagé les récoltes au Brésil.

Les prix des matières premières industrielles ont décliné tout au long de l'année 1996, tirées par la forte baisse des matières minérales et en particulier des métaux non ferreux. Le déclin le plus important a été enregistré sur le cuivre qui est passé de plus de 2600 \$ la tonne à moins de 2000 \$ en quelques mois, à la suite des turbulences générées par la faillite de Sumitomo, principale maison de courtage sur le marché international. La faiblesse actuelle des prix de certains métaux et une reprise modérée de l'activité dans les pays de l'OCDE pourraient entraîner une légère augmentation des cours des métaux non ferreux au premier semestre 1997, et ce, malgré une production abondante.

Les métaux précieux ont eux aussi diminué en 1996. L'or a connu en tout début d'année un fort mouvement spéculatif qui a poussé ses cours au-delà de 400 \$ la tonne. Toutefois, ils se sont rapidement réorientés à la baisse avec la désaffection du public, notamment asiatique, et le retrait des grands investisseurs internationaux. Cette baisse devrait se poursuivre au premier semestre 1997. Pour l'instant, le marché semble en effet beaucoup moins sujet à des vagues spéculatives, les investisseurs préférant les matières premières agricoles et les métaux non ferreux, car susceptibles de subir de plus amples fluctuations.

Après une chute importante au premier trimestre, les prix des matières premières organiques se sont redressées progressivement. Cette évolution s'explique essentiellement par les mouvements observés cette année sur les cours de la pâte à papier. De 875 \$ la tonne en janvier, ils sont tombés à 520 \$ en avril, pour s'établir à 580 \$ tout au long du second semestre. Ils devraient progresser lentement au premier semestre de 1997. La baisse des cours du caoutchouc naturel, enregistrée tout au long de 1996, pourrait se poursuivre au début de 1997, alimentée par des stocks importants en Asie. Au total, les cours des matières premières organiques devraient connaître une légère augmentation au premier semestre 1997. ■

(1) Cours du "Brent", pétrole de la Mer du Nord

(2) Les matières premières comprennent les matières industrielles, qui rassemblent les métaux et les matières organiques, et les produits alimentaires, regroupant les produits tropicaux et les oléagineux.

Échanges extérieurs

Le redémarrage de l'activité en Europe a entraîné, au cours de l'été 1996, une accélération des flux d'échanges extérieurs qui devrait se poursuivre au premier semestre de 1997. La demande mondiale en produits manufacturés adressée à la France se rétablit progressivement. En glissement annuel, elle accélérerait de 4,3% à la mi-1996 à 4,8% en fin d'année, pour atteindre 6,8% à la mi-1997. Au-delà des fluctuations liées au calendrier des livraisons d'Airbus, les exportations françaises progresseraient maintenant à un rythme voisin de celui de la demande mondiale. Selon les enquêtes de conjoncture, en France comme dans l'ensemble de l'Europe, les carnets de commande étrangers se sont redressés sensiblement dès le troisième trimestre 1996. Le retour à un rythme de production plus vigoureux et le ralentissement du déstockage stimuleraient à nouveau les importations, après le tassement observé en 1995 et au début de 1996.

Le ralentissement des prix d'exportations et d'importations, déjà observé en 1995, s'est poursuivi jusqu'à l'automne ; il semble aujourd'hui en voie d'achèvement. Le taux de change effectif nominal du franc, qui s'est apprécié jusqu'en novembre 1995, a légèrement fléchi depuis. Dans ces conditions, la compétitivité-prix des produits français à l'exportation s'est dégradée en 1995, améliorée en 1996 et devrait maintenant se stabiliser.

En 1996, l'excédent industriel aurait progressé, soutenu notamment par les exportations de biens intermédiaires et de biens d'équipement professionnel. L'excédent agro-alimentaire progresserait également même si les exportations ont souffert de la crise de la "vache folle".

Enfin, la forte consommation d'énergie en début d'année, liée à des conditions climatiques exceptionnellement rigoureuses, a contribué à alourdir la facture énergétique. Néanmoins, l'excédent commercial devrait enregistrer en 1996 un nouveau record historique. Il s'établirait à 115 Mds de F après 91 Mds en 1995 (en données FAB-FAB, source Comptes Trimestriels).

Accélération progressive des exportations de produits manufacturés

En 1996, la croissance des exportations manufacturées en volume serait limitée à +3,7% en moyenne annuelle. Toutefois ce chiffre global cache un profil en nette accélération : sensiblement plus dynamique au second semestre, leur progression serait de 6,3% en glissement annuel à la fin de 1996.

Au premier semestre, les exportations de produits manufacturés ont subi le ralentissement de la demande européenne et n'ont été stimulées que par la vigueur des achats de la zone OCDE hors UE, en particulier des États-Unis, et de la zone hors OCDE, en particulier des Pays de l'Est. Malgré de nouveaux efforts de marges de la part des industriels, les ventes à l'étranger ont, en outre, vraisemblablement continué à subir les effets décalés de l'appréciation du taux de change effectif du franc en 1995. Le glissement annuel en volume des exportations passe à 2,1% fin 1995 et n'est plus que de 1,1% à la mi-1996, bien que le premier semestre de 1996 ait enregistré des effets de rattrapage des mouvements de grève de la fin de 1995.

SOLDE COMMERCIAL

(En milliards de francs)

	Niveaux semestriels (CVS)					Niveaux annuels (brut)		
	1995		1996		1997	1994	1995	1996
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.			
Agriculture / IAA	25,8	26,1	27,0	31,6	34,7	44,9	51,9	58,6
Énergie	-31,0	-30,1	-35,8	-36,9	-37,5	-65,7	-61,1	-72,7
Manufacturés (1)	31,5	23,8	42,8	39,4	43,6	47,3	54,8	82,2
Total Caf / Fab	26,3	19,2	33,9	34,1	40,7	26,8	45,5	68,1
Total Fab / Fab (2)	49,2	42,0	57,0	57,7	64,7	68,8	91,2	114,7

■ Préviation

(1) Y compris divers et matériel militaire.

(2) Le taux de passage des importations CAF à FAB est de 0,958 en 1993, 0,967 en 1994, 1995, 1996 et 1997.

Source : comptes trimestriels.

La reprise des échanges européens au second semestre s'est jointe à la bonne tenue des exportations vers la zone OCDE hors Europe et à une nouvelle accélération des achats de la zone hors OCDE. Cette reprise de nos ventes à l'étranger a été, de plus, favorisée par l'amélioration de notre compétitivité-prix depuis le début de l'année. Les exportations de biens intermédiaires et de biens d'équipement professionnel ont principalement bénéficié du raffermissement de l'activité en Europe. Toujours soutenues vers le Bénélux, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis, elles sont en nette progression en direction de l'Allemagne. Si les ventes à l'étranger de la branche automobile et matériels de transport terrestre ralentissent légèrement, elles sont compensées par la bonne tenue des exportations de biens de consommation courante.

Après plusieurs trimestres de stagnation, l'accélération des exportations est sensible au second semestre et devrait se confirmer début 1997. La progression des exportations, hors opérations exceptionnelles, rejoindrait en glissement annuel celle de la demande mondiale, soit près de 7%. Enfin, les livraisons d'Airbus, en sensible augmentation, amplifieraient cette progression.

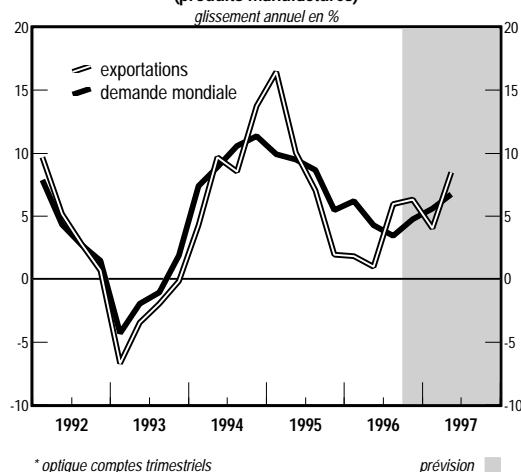
Redémarrage des importations de produits manufacturés au second semestre de 1996

En 1996, les importations de produits manufacturés présentent un profil en accélération très prononcé, plus encore que celui des exportations.

Au premier semestre, les importations, en particulier en provenance de l'Union Européenne, ont encore été en repli, malgré le rebond de la consommation des ménages. Les importations d'automobiles, notamment d'Espagne et d'Italie, ont certes sensiblement augmenté, entraînant une nouvelle progression du taux de pénétration des constructeurs étrangers sur le marché intérieur. Cependant, le dynamisme de la consommation privée n'a pas compensé la faiblesse de l'investissement et le mouvement important de déstockage, deux postes au contenu par nature riche en importations. En glissement annuel, le recul des achats à l'étranger s'établissait à 2,1% à la mi-1996. Cette évolution recouvre des disparités sectorielles importantes. A la fin de 1995, le recul a surtout touché le secteur des biens intermédiaires puis s'est propagé début 1996 aux biens d'équipement professionnel, alors que les importations de biens intermédiaires ont cessé de reculer.

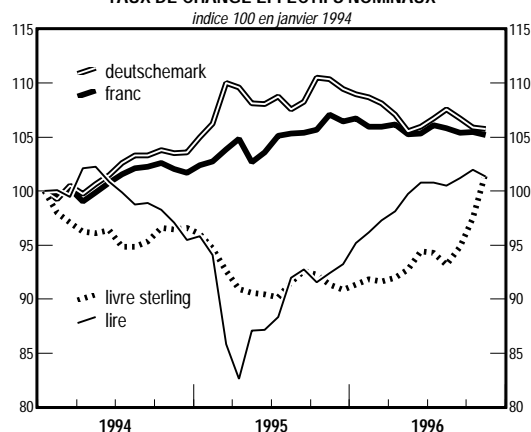
Le redémarrage de l'activité, consécutif à des exportations plus dynamiques, la reprise de l'investissement, le ralentissement du déstockage ainsi qu'une consommation des ménages encore soutenue au troisième trimestre, ont contribué à la reprise des importations industrielles dans la deuxième moitié de l'année. Le retournement à la hausse au troisième trimestre est net, en particulier pour les biens d'équipement et les biens intermédiaires, signe du renforcement de la demande industrielle. La croissance des importations profite plu-

EXPORTATIONS* ET DEMANDE MONDIALE (volume)
(produits manufacturés)



Le rythme de croissance annuelle des exportations rejoint fin 1996 celui de la demande mondiale.

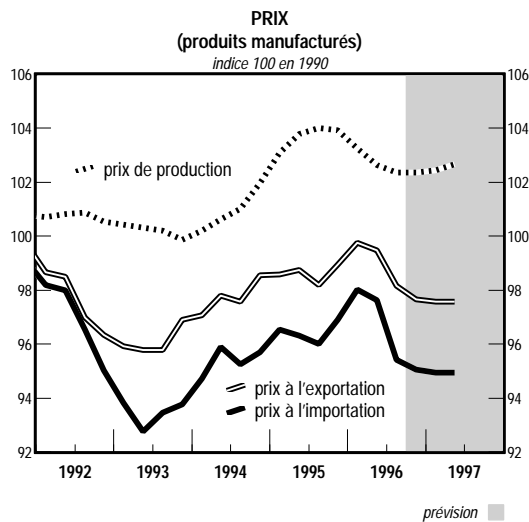
TAUX DE CHANGE EFFECTIFS NOMINAUX



Du printemps 1995 à la fin 1996, on observe un resserrement des parités au sein de l'Europe.

tôt à nos partenaires de l'Union Européenne et à la zone OCDE hors UE. Les achats de produits manufacturés en provenance d'Espagne, d'Italie ou du Royaume-Uni progressent nettement, et ce, malgré l'appréciation continue de la peseta, de la lire ou de la livre. Les achats à l'extérieur de la zone OCDE, toujours très volatils, sont plutôt orientés à la baisse.

Au total, les importations manufacturées ne progresseraient que d'environ 1,6% en moyenne en 1996 mais devraient accélérer pour atteindre un glissement annuel de l'ordre de 9% à la fin du premier semestre 1997, la demande des entreprises prenant progressivement le relais de la consommation privée.



Les prix des échanges extérieurs se stabilisent

Les prix des échanges extérieurs ont ralenti jusqu'à l'automne sous l'effet du fléchissement de l'activité en Europe. La baisse du prix des matières premières industrielles et des biens intermédiaires, de la fin 1995 à la fin 1996, ainsi que l'allègement des charges financières des entreprises ont permis de contenir les coûts de production malgré la croissance modérée du coût salarial unitaire. En dépit d'une gestion serrée des marges, la comparaison des prix de production et d'importation a été défavorable sur le marché intérieur aux producteurs français. Le rééquilibrage des parités monétaires au premier semestre a, dans l'ensemble, favorisé la compétitivité-prix des produits français à l'exportation. Toutefois, le gain de compétitivité doit être nuancé selon les pays, le deutschemark s'étant déprécié de 3,2% d'octobre 1995 à octobre 1996. Les ventes à l'étranger devraient, malgré tout, profiter de cette normalisation des taux de change au cours du prochain semestre.

Les coûts de production étant peu dynamiques et l'augmentation des marges peu probable, l'amélioration de la demande mondiale ne devrait pas se traduire par une augmentation sensible des prix des échanges extérieurs d'ici la mi-1997.

Finalement, le commerce extérieur manufacturier aura contribué à la croissance de la production en 1996 à hauteur de 2,2%. Avec l'amélioration du taux de couverture, le solde de l'industrie manufacturière devrait sensiblement progresser au premier semestre 1997 pour atteindre 65 Mds de F environ contre 57 Mds et 58 Mds aux premier et deuxième semestres 1996 (en données FAB-FAB).

Progression de l'excédent agro-alimentaire

L'excédent agro-alimentaire devrait dépasser 58 Mds de F en 1996, en progression de plus de 6 Mds par rapport à 1995. L'accroissement de ce solde se ferait surtout avec des pays extérieurs à l'Union Européenne.

L'excédent dégagé par les IAA atteindrait un niveau record de plus de 35 Mds de F. La progression des exportations s'est poursuivie grâce à une bonne orientation des prix. De plus, la contraction des importations de viande fraîche liée à la crise de la "vache folle" et à l'embargo sur les produits britanniques a été notable. Le solde des produits agricoles progresserait aussi en 1996 (+3 Mds de F), du fait d'une baisse des importations et d'une nouvelle hausse des exportations. Il s'établirait à 23 Mds de F.

Aggravation du déficit énergétique

Depuis le début de l'année, la facture énergétique s'accroît en raison de la hausse du prix international du pétrole brut et d'une augmentation des quantités importées. La hausse du dollar observée depuis janvier 1996 contribue aussi à l'augmentation du prix de l'énergie importée. Au cours du premier semestre de 1997, le déficit énergétique devrait rester stable : l'accroissement du volume d'exportation serait compensé par la détente des cours mondiaux du pétrole. Le déficit énergétique devrait approcher 73 Mds de F sur l'ensemble de l'année 1996 et s'établir à 37 Mds de F environ au premier semestre de 1997.

Légère augmentation de l'excédent des transactions courantes

Le solde des transactions courantes devrait s'établir aux alentours de 87 Mds de F en 1996 après 83 Mds en 1995. L'amélioration du solde commercial, des transferts courants et des revenus compenserait largement le repli de l'excédent commercial. Au premier semestre de 1997, l'excédent des transactions courantes devrait être supérieur à celui du second semestre de 1996, en raison de la progression du solde commercial et du solde touristique.

Dégradation du solde des services ...

En 1996, le solde des échanges de services, en repli par rapport à 1995, devrait s'établir aux alentours de 66 Mds de F. Ce tassement s'expliquerait principalement, par la détérioration du solde touristique mais aussi par celle de l'ensemble des services hors tourisme. Ainsi, le solde des services liés aux échanges extérieurs s'est retourné en 1996, ce mouvement étant concentré autour de certains postes (négoce international, assurances). Au premier semestre de 1997, l'amélioration du solde des recettes touristiques devrait se traduire par un redressement du solde des services par rapport à la même période l'année précédente.

BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

(Soldes bruts en milliards de francs)

	Niveaux semestriels					Niveaux annuels		
	1995		1996		1997	1994	1995	1996
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.			
MARCHANDISES ⁽¹⁾	30	26	37	35	38	38	57	72
SERVICES ⁽²⁾	38	36	33	33	34	72	74	66
REVENUS DES FACTEURS	-13	-12	-17	-7	-14	-44	-24	-24
AUTRES BIENS ET SERVICES	9	9	3	3	3	29	18	6
TRANSFERTS UNILATERAUX	-5	-35	-5	-28	-7	-56	-40	-33
- Secteur officiel	-4	-36	-3	-25	-5	-51	-40	-28
TRANSACTIONS COURANTES	59	24	51	36	54	39	83	87

■ Préviation.

(1) Ce concept diffère du solde douanier, car il intègre les échanges réalisés par les DOM-TOM et ne prend pas en compte les échanges sans paiement et sans transfert de propriété.

(2) Nouvelle nomenclature de la balance

Sources : Banque de France, estimations INSEE.

Le solde touristique devrait légèrement se replier aux alentours de 52 Mds de F en 1996. L'accroissement des dépenses des Français à l'étranger s'est en effet poursuivi à un rythme soutenu, leur pouvoir d'achat à l'étranger demeurant élevé. Les dépenses "à destination" de pays touristiques comme l'Espagne ont notamment continué de progresser. Parallèlement, les recettes touristiques françaises devraient se stabiliser à un niveau proche de celui de 1995, compte tenu de la forte concurrence des pays à vocation touristique (Italie, Espagne, Portugal). Toutefois, le rééquilibrage de la parité entre le franc et les monnaies de ses principaux concurrents se traduirait par une hausse des recettes touristiques au second semestre de 1996 ainsi qu'au premier semestre de 1997.

... poursuite du redressement du solde des revenus...

Le redressement du solde des revenus, entamé depuis 1994, devrait se poursuivre en 1996 et au premier semestre de 1997. La nouvelle diminution de la part de titres français détenue par les non-résidents ainsi que la baisse du rendement des OAT aurait généré un recul des intérêts versés au titre des revenus des investissements de portefeuille. Le recul des revenus versés aux étrangers devrait se poursuivre au premier semestre de 1997⁽¹⁾.

... et de celui des transferts unilatéraux

Le déficit du solde des transferts courants devrait s'établir aux alentours de 33 Mds en 1996, cette amélioration étant essentiellement due à la baisse des versements publics de la France aux institutions européennes. Le solde des transferts du secteur officiel devrait être excédentaire au premier semestre de 1997 en raison du versement par la Communauté européenne à la France d'environ 27 Mds de subventions au titre du FEOGA pour 1996. En comptabilité nationale, ce transfert est corrigé et réaffecté à 1996 pour calculer le déficit du secteur public⁽²⁾.■

(1) Cette tendance peut temporairement s'infléchir en cours d'année en raison du versement aux non-résidents, vendeurs de titres français, des intérêts qui leur sont dus au titre des coupons courus.

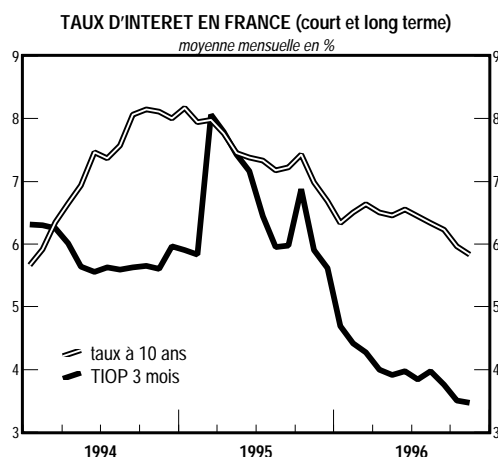
(2) L'écart entre le solde affiché par la Balance des Paiements et celui retenu par la comptabilité nationale correspond à la variation d'une année sur l'autre du versement effectué par les instances européennes au bénéfice du Trésor français.

Financement de l'économie

Nouvelle détente prononcée des taux de marché...

La forte réduction des taux d'intérêt à court terme, qui a débuté en 1995, s'est poursuivie au troisième trimestre de 1996. En novembre, le TIOP à trois mois se situait à 3,47% (5,90% un an plus tôt), contre 3,84% en juillet. La politique monétaire menée par la Banque de France a continué à s'assouplir : le taux des appels d'offre a été réduit de 0,36 point entre juillet et novembre, celui des prises en pension de 0,15 point. Ceci porte la baisse des taux directeurs de la Banque de France à respectivement 1,53 point et 1,76 point sur un an. Les taux d'intérêt réels à court terme (taux d'intérêt au jour le jour déflaté par le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation) se situent au troisième trimestre de 1996 à leur plus bas niveau (1,64%) depuis le quatrième trimestre de 1981.

Au cours de l'été 1996, les taux d'intérêt français à long terme ont repris leur mouvement de baisse entamé au début de 1995, cédant 0,61 point entre juillet et novembre. Cette détente des taux, qui avait été interrompue au premier trimestre en raison des tensions sur le marché obligataire américain, s'est produite en dépit du maintien à haut niveau des taux américains. Depuis le printemps, les marchés obligataires européens ont ainsi témoigné d'un certain découplage vis-à-vis du marché américain, attribuable en partie à un décalage conjoncturel entre les États-Unis et l'Europe. La poursuite de



la diminution de la part des non-résidents dans la détention d'obligations d'État (16,1% en juin 1996, après 17,7% en mars 1996 et 21,5% en décembre 1995) peut de surcroît contribuer à réduire la sensibilité du marché obligataire français aux fluctuations internationales de taux.

Les taux d'intérêt à long terme français sont, depuis l'été, à des niveaux similaires - voire très légèrement inférieurs - à ceux des taux allemands. En termes réels, les taux à long terme français continuent à s'inscrire dans la tendance baissière entamée au second semestre de 1994. Ils se rapprochent de leur niveau de la fin de l'année 1993 et sont inférieurs à celui de la fin des années 80.

... qui s'est transmise progressivement aux taux débiteurs bancaires

Au premier semestre, le coût du crédit aux entreprises s'est significativement réduit. Le profil trimestriel semble certes indiquer que les établissements de crédit ont cherché, au cours du premier trimestre, à reconstituer leurs marges. Mais ils ont répercuté plus largement la baisse des taux de marché sur les conditions débitrices au deuxième trimestre, dans un contexte de faible dynamisme de la demande de fonds bancaires de la part des entreprises.

Les coûts des différents types de crédits aux ménages se sont également notablement réduits au premier semestre. Les taux des crédits de trésorerie ont perdu 1,2 point entre janvier et juillet 1996 pour les prêts personnels d'un montant supérieur à 10 000 francs, tandis que le coût des crédits à l'immobilier cédait 0,6 point pour les prêts à taux fixe et 0,9 point pour les prêts à taux variable.

Les ménages ont plus recouru aux crédits bancaires

L'endettement intérieur total des ménages, après avoir décéléré au second semestre de 1995, a retrouvé un certain dynamisme depuis le début de l'année 1996, se maintenant le plus souvent à un rythme de croissance un peu supérieur à 1% en glissement annuel depuis le mois de mars (+1,1% en août).

Les flux de crédits immobiliers aux ménages ont fortement progressé au premier semestre de 1996 (+14,3% en glissement annuel), en liaison avec la reprise des ventes de logements. Cette progression a toutefois été dopée par l'ampleur des renégociations de prêts, stimulées par la baisse des taux d'intérêt. Les encours, relativement inertes par nature, ne reflètent que peu cette progression des flux. Les encours de crédits de trésorerie ont par ailleurs été assez dynamiques au premier semestre (+3,6% par rapport au second semestre de 1995). Le dynamisme des immatriculations a vraisemblablement continué à les soutenir au cours de l'été.

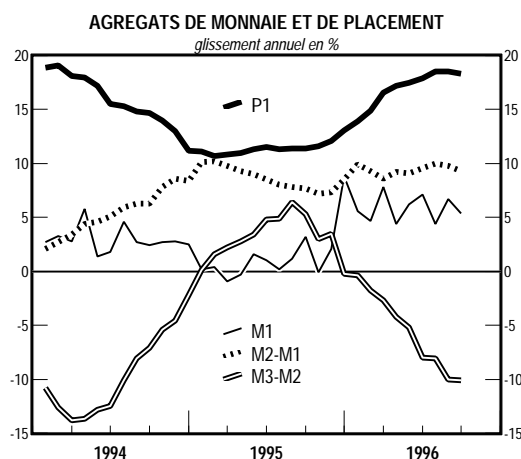
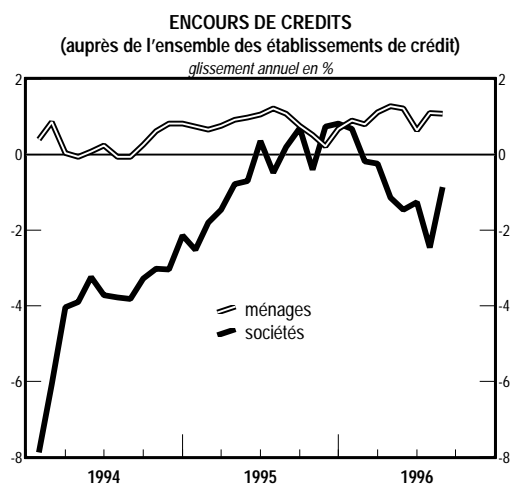
Les entreprises privilégient les financements directs

Les entreprises, qui avaient cessé de se désendetter au second semestre de 1995, ont de nouveau réduit leurs encours de crédits bancaires au cours du premier semestre de 1996 (-1% par rapport au second semestre de 1995). Les données disponibles pour juillet et août semblent indiquer une stabilisation de l'endettement bancaire. Cette prudence des entreprises en matière de financement intermédié contraste avec la vigueur de leur financement direct sur les marchés de court terme : les fonds levés par les sociétés sur le marché monétaire ont progressé en glissement annuel de 18,9% en août, confirmant la tendance très nettement haussière observable depuis le début de l'année. Cette hausse du recours aux financements désintermédiés s'expliquerait par la volonté de profiter le plus complètement possible de la baisse des taux à court terme. Au total, l'endettement des sociétés évoluerait peu en 1996.

Poursuite des réallocations de portefeuille

Le début de l'année 1996 a été marqué par la modification du régime fiscal applicable aux OPCVM (à partir de janvier), ainsi que par l'abaissement d'un point de la rémunération des livrets A (au 1er mars) dans un contexte de forte baisse des taux d'intérêt à court terme. Les agents non financiers ont réagi rapidement à cette modification des rendements relatifs de leurs placements : l'agrégat M3-M2 (qui regroupe les placements rémunérés en fonction de l'évolution des taux de marché à court terme) s'est nettement replié en février et mars, M2-M1 (placements liquides à taux administrés, dont livrets A) a perdu de son dynamisme, tandis que les placements en plans d'épargne-logement (inclus dans P1) progressaient très rapidement.

Depuis le mois de mars, la tendance au repli de M3-M2 s'est confirmée (-10,1% en glissement annuel en septembre), en raison de la poursuite de la baisse des rendements offerts par ce type de placements. L'attractivité de P1, dont la rémunération est très compétitive par rapport aux taux de marché (5,25% pour les plans d'épargne-logement ouverts après le début de 1994), s'est maintenue et cet agrégat a continué à progresser à



un rythme soutenu (+18,3% en glissement annuel en septembre). Le sous-agrégat M2-M1 s'est redressé après le premier trimestre (+9,3% en glissement annuel en septembre), en raison de la progression des comptes d'épargne populaire et de la création des livrets jeunes, qui ont compensé la décollecte de livrets A.

L'agrégat M1 (billets et monnaie divisionnaire, comptes à vue) a subi un mouvement marqué à la fin de l'année 1995 et au début de l'année 1996 : il a fortement augmenté en décembre 1995 avant de diminuer au cours du premier trimestre 1996. Des encaisses involontaires ont pu être accumulées durant le mois de décembre 1995, pendant les mouvements sociaux, avant d'être réduites au premier trimestre lorsque la consommation a progressé. M1 croît depuis lors à un rythme plus régulier, sensiblement supérieur au rythme de croissance de 1995, conséquence probable de la diminution du coût de détention de la monnaie, parallèlement à la baisse des taux d'intérêt. ■

Éléments du compte des administrations publiques

Hausse de 7,6% en 1996 des recettes au sens de la comptabilité nationale

Les recettes des impôts sur le revenu, le patrimoine et le capital augmenteraient de 7,6% en 1996.

Les impôts sur le revenu et le patrimoine acquittés par les ménages progresseraient de 8,3%. Cette augmentation est en partie due à la mise en place de la contribution de remboursement de la dette sociale (classée dans cette rubrique en comptabilité nationale), qui y contribue pour 4 points. Les recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques croîtraient à un rythme soutenu cette année (+5,1%), un peu plus rapidement que le revenu disponible brut des ménages avant impôts, qui en constitue l'assiette et qui a augmenté de 4,3% en 1995.

Le produit de l'impôt sur les sociétés croîtrait de 13,4% en 1996. Ceci contribuerait pour 0,4 point à la crois-

sance du total des recettes des impôts.

Les recettes de TVA progresseraient de 7,7%, après 6,2% en 1995, en raison de l'effet en année pleine du relèvement, en août 1995, du taux normal de TVA de 2 points. Le produit de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers augmenterait de 3,9% en 1996⁽¹⁾.

Stabilisation du montant des recettes perçues par l'État en 1997

En 1997, le projet de Loi de finances (PLF) table sur une progression très modérée des recettes fiscales nettes de l'État (+1,1% par rapport à leur évaluation

(1) Cette estimation est susceptible d'être révisée à la baisse à cause du blocage des approvisionnements survenu lors de la grève des transporteurs routiers au mois de novembre.

IMPÔTS REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ⁽¹⁾

	Moyennes semestrielles			Moyennes annuelles		Niveaux en Mds de F.	
	1996		1997	1994	1995	1994	1995
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.				
Impôts liés à la production	3,1	3,5	1,1	6,4	5,6	1039,9	1098,6
- TVA grevant le produit	3,6	1,2	2,4	5,3	6,2	542,4	576,3
- TVA communautaire	5,8	-34,6	23,7	6,5	4,0	-48,1	-50,1
- Impôts sur les produits	0,4	3,7	1,5	9,0	4,4	327,2	341,6
dont TIPP	2,1	1,8	0,0	9,1	3,4	138,8	143,4
- Impôts sur les salaires	0,2	-2,7	2,1	9,7	7,9	79,6	85,8
- Autres impôts liés à la production	10,4	2,9	-0,1	3,4	4,7	131,8	138,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine et le capital	3,6	4,3	5,1	6,6	4,9	694,9	729,1
- Impôts sur les bénéfices	9,6	0,8	3,8	14,3	6,0	114,3	121,2
dont SQS non financières	10,5	0,3	4,4	22,1	12,2	83,2	93,4
- Impôts sur le revenu (2)	4,3	4,9	9,0	5,1	2,6	387,8	397,7
- Autres impôts sur le revenu et le patrimoine	-1,1	5,5	-1,6	5,5	8,9	192,8	210,1
dont taxes locales	3,5	2,2	0,8	8,9	3,5	145,6	150,6
Impôts en capital	-13,7	6,3	48,1	24,6	8,4	43,9	47,6
Total des impôts	2,7	3,9	4,0	6,9	5,4	1778,7	1875,3

■ Préviation

Les impôts sont ici classés et évalués selon les conventions de la Comptabilité Nationale (voir Note de Conjoncture de décembre 1992, p. 22). Mais les montants de 1995 ne sont pas égaux à ceux indiqués par les Comptes de la Nation, qui, calés sur l'exécution budgétaire, tiennent compte de la modification de la période complémentaire. Ces différences proviennent d'un redressement de certains impôts qui a été introduit pour rendre comparables les variations trimestrielles.

(1) Centrales, locales et de sécurité sociale.

(2) Y compris CSG et CRDS.

Principales dispositions du projet de loi de finances pour 1997

(informations disponibles au 6 décembre 1996, en discussion à l'Assemblée Nationale et au Sénat)

Mesures concernant les ménages

Réforme de l'impôt sur le revenu

- Les taux du barème de l'impôt sur le revenu devraient baisser (*coût : 26,15 Mds de F en 1997*).
- Les adhérents des centres de gestion et associations agréés et les personnes qui détiennent plus de 35% des droits sociaux de leur entreprise bénéficieraient de l'abattement de 20% (*coût : 750 millions de francs en 1997*).
- Le plafonnement passerait de 15 900 F à 13 000 F pour l'avantage procuré par la demi part supplémentaire de quotient familial des contribuables célibataires ou divorcés ayant élevé un enfant et de 27 990 F à 30 000 F pour l'abattement par enfant marié rattaché (*gain : 55 millions de francs en 1997*). De même, la décote passerait de 4 320 F à 3 260 F (*incidence intégrée dans l'effet barème*).
- Les contrats d'assurance-vie souscrits à compter du 5 septembre 1996 n'ouvrent plus droit à réduction d'impôt hormis les contrats d'épargne-handicap et de rente survie (*gain : 450 millions de francs*).
- Limitation à 28 000 F du plafond de l'abattement de 10% sur les pensions au lieu de 31 900 F (*gain : 230 millions de francs*).
- Fiscalisation des indemnités de maternité (*gain : 1,2 Mds de F en 1997*).
- Une réduction d'impôt serait instituée pour cinq ans pour les dépenses de grosses réparations, d'amélioration du logement et des dépenses de ravalement dans l'habitation principale (*coût : 4 Mds de F en 1998*).
- Les déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions seraient progressivement supprimées à partir des revenus de 1997.
- La réduction d'impôt pour intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition, la construction ou les grosses réparations de la résidence principale hormis les travaux de ravalement est maintenue pour les contrats souscrits en 1997 pour des logements anciens.
- La réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de scolarité des enfants à charge serait réduite de moitié pour l'imposition des revenus de 1997 et supprimée en 1998.
- La référence pour les exonérations et les allègements d'impôts locaux pour les ménages serait désormais le montant du revenu rapporté au nombre de parts de quotient familial plutôt que la non-imposition ou le montant de l'impôt sur le revenu.

Garantie des droits des contribuables et lutte contre la fraude

- Les litiges seraient soumis à la règle du double degré de juridiction pour les impôts relevant du tribunal de grande instance pour les jugements intervenus à compter du 1er mars 1998 et le délai de reprise à l'encontre des contribuables dont l'activité est non déclarée serait porté de trois à six ans.
- Le droit de préemption de l'administration sur les immeubles et les fonds de commerce à l'occasion des formalités d'enre-

gistrement concernant leur vente serait abrogé.

- Le taux de l'amende fiscale pour défaut de vignette automobile serait réduit de 200% à 80%.
- La procédure d'imposition d'office serait étendue aux contribuables forfaitaires défallants qui exercent une activité commerciale, industrielle ou artisanale.

Modernisation de la fiscalité agricole

- L'option pour le système de la moyenne triennale concernant les agriculteurs, qui était irrévocable, devrait avoir une durée de cinq ans et être tacitement reconductible.

Divers

- La majoration de 50% du montant des versements ouvrant droit à avantage fiscal serait maintenue en ce qui concerne les souscriptions au capital de sociétés non cotées soumises à l'impôt sur les sociétés. Cette réduction d'impôt est étendue aux souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation.
- Le prix du litre de carburant augmenterait (de 6 à 7 centimes par litre selon le carburant) au premier janvier 1997.
- Les taux du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune seraient actualisés, ainsi que les tranches du barème de l'impôt sur le revenu⁽¹⁾.
- Les titulaires d'un PEP ouvert en 1990 et exonérés d'impôt sur le revenu pourraient dès 1997 toucher le montant cumulé de leurs primes.
- Le dispositif de baisse des droits de mutation continuerait de s'appliquer jusqu'au 1er février 1997 aux transactions dont la promesse de vente est signée avant le 31 décembre 1996.

Mesures concernant les entreprises

- Pour les bénéficiaires incorporés au capital des PME, qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 50 Mds de F dont le capital est entièrement libéré et détenu à 75% par des personnes physiques, le taux d'imposition d'une fraction du bénéfice limitée à 25% (dans la limite de 200 000 F) passerait de 33,33% à 19% (*coût : 2,1 Mds de F en 1997*).
- L'imposition de la plus-value d'apport de brevet serait différée de cinq ans.
- A compter du 1er octobre 1996, le taux réduit de la TVA de 5,5% au lieu du taux normal de 20,6% serait applicable aux livraisons à soi-même de logements locatifs sociaux (*coût : 1,3 Mds de F en 1997*).
- Les loyers versés à une entreprise liée seraient désormais compris dans la valeur ajoutée retenue pour le plafonnement de la taxe professionnelle des entreprises appartenant à un même groupe.
- France Telecom verserait une «soulte» de 37,5 Mds de F en 1997 au titre de la réforme du financement des pensions de retraites des agents fonctionnaires de France Télécom, prévue dans le cadre du changement de statut de l'entreprise.

(1) En proportion de la hausse prévisible des prix hors tabac en 1996 soit 1,9%.

Plan de financement de la Sécurité Sociale pour 1997

Le déficit du régime général de la Sécurité Sociale devrait être de 51,5 Mds de F en 1996 et de 30,4 Mds de F en 1997.

Économies

- Les dépenses sont prévues à hauteur de 662,1 Mds de F pour la branche maladie, maternité et invalidité (dont une provision de 300 millions de F), à 241,7 Mds de F pour la branche famille, à 54,7 Mds de F pour les accidents du travail et à 726,7 Mds de F pour la branche vieillesse et veuvage. L'objectif de dépenses fixé aux médecins et aux hôpitaux est de 600,2 Mds de F.
- Les entreprises ne pourront plus bénéficier de l'abattement de 30% sur les cotisations sociales dans le cadre d'une préretraite progressive.
- Les allocations logement seront désormais prises en compte dans la base des ressources conditionnant l'attribution de l'allocation de parent isolé.

Recettes supplémentaires

- 6,39% du produit de la taxe sur les tabacs affectée au budget général reviendra désormais à la CNAMTS (3 Mds de F).
- L'assiette de la CSG sera élargie au produit des jeux, soit un prélèvement de 3,4% sur 29% des sommes mises à la Française des Jeux, sur 28% des sommes engagées dans les paris hippiques, et sur le produit brut des machines à sous des casinos. Un prélèvement de 10% sera également institué sur les gains supérieurs à 10 000 F.

• La taxe sur la consommation des alcools de plus de 25° et la taxe sur les bières, affectées au FSV, seront majorées pour un gain de 850 millions de F. 40% du produit des droits de consommation sur les alcools seront désormais attribués au régime d'assurance maladie. Une taxe sur les «premix» sera instituée au profit de la CNAMTS.

• A compter du 1er janvier 1997, la CSG verra son assiette élargie sur le modèle de celle du RDS en ce qui concerne les revenus d'activité, des capitaux et de l'épargne. De plus, elle augmentera d'un point : ce point sera déductible de l'impôt sur le revenu, sauf en ce qui concerne les revenus de placement soumis à prélèvement libératoire. Le taux de cotisations maladie des actifs diminuera de 1,3 point et celui des retraités de 1 point.

• Les revenus des « stock-options » présentant un caractère spéculatif seront considérés désormais comme des revenus salariaux et soumis à cotisations sociales.

• La Sécurité Sociale devrait récupérer 3 Mds de F correspondant à une créance sur EDF au titre des cotisations maladie.

• La garantie offerte par l'association de garantie des salaires (AGS) en cas de faillite d'entreprise sera élargie aux cotisations salariales pour un rendement de 1,5 Mds de F.

• Le fonds de solidarité vieillesse versera 1,5 Mds de F de plus à la CNAV au titre des validations des périodes de chômage.

révisée pour 1996). La prévision du PLF s'appuie sur la baisse du montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (-6,5%), qui entre dans le cadre d'un allègement net de 75 Mds de F sur cinq ans de cet impôt, dont 25 Mds en 1997. Sans cette réforme, les recettes fiscales nettes auraient augmenté de près de 3%.

Le montant de l'impôt sur le bénéfice des sociétés évoluerait peu (+0,5%) en 1997, pénalisé par les reports de déficits sur le bénéfice de certaines sociétés, par la majoration des coefficients d'amortissement dégressif et par la réduction à 19% du taux de l'impôt sur les petites et moyennes entreprises.

Le produit de la taxe sur la valeur ajoutée progresserait de 3,7%, celui de la taxe intérieure sur les produits pétroliers de 2%.

Les recettes non fiscales augmenteraient de 5,4%, en raison notamment de la budgétisation des cotisations vieillesse agents et exploitant, pour un montant de 8,8 Mds de F, liée au changement de statut de France

Telecom. Par ailleurs, France Telecom versera une contribution forfaitaire de 37,5 Mds de F destinée à compenser en partie les engagements futurs de retraites de l'entreprise versées par l'État. Cette «soulte» sera affectée à un établissement public, créé à cet effet, qui versera à l'État 1 Mds de F en 1997.

Le déficit du budget de l'État

Le déficit de l'État est prévu à 283,7 Mds de F en 1997 (après 288,0 Mds de F en 1996, au terme du projet de loi de finances rectificative du 13 novembre 1996). La charge nette de la dette ralentirait sa progression en 1997 (+2,8% par rapport à la loi de finances initiale de 1996), bénéficiant de la détente des taux observée en 1996. Les taux des émissions de novembre d'OAT à 10 ans et d'octobre de BTAN à 5 ans s'établissent respectivement à 5,88% et à 5,01%.

Le produit des privatisations et des cessions d'actifs est estimé à 26 Mds de F en 1997 contre 22 Mds de F en 1996.■